

Génocide des Tutsi au Rwanda : une leçon d'attention ?

Le 28 octobre dernier, *Le Canard Enchaîné* révélait d'éventuels conflits d'intérêt entre un membre de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (1990-1994) et l'une des institutions centrales sur laquelle cette dernière est chargée d'enquêter : l'armée. L'article exhumait une notice parue dans le *Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française de 1963 à nos jours* (2018) signée par Julie d'Andurain, membre de cette Commission. Plaidoyer vibrant pour l'opération Turquoise, pourtant objet de critiques dès 1994, le texte ne révèle pas seulement un parti-pris pour le moins problématique mais déploie une lecture du génocide des Tutsi qui s'appuie sur des sources négationnistes, en particulier Pierre Péan.

Enquêter, en historienne et en historien, sur l'une des pires tragédies humaines de notre contemporain engage. Un tel travail engage parce que nous ne sommes pas des entomologistes, les victimes et les survivants du génocide ne sont pas des animaux de laboratoire que l'on pourrait soumettre à diverses théories plus ou moins savantes. Investir ses efforts de recherche au Rwanda, au plus près des « paysages humains du génocide », pour reprendre la belle expression de Rithy Panh, met en contact avec l'irradiation puissante de la souffrance subie par ceux qui furent, entre avril et juillet 1994, la cible d'une véritable entreprise d'extermination et non d'un regrettable « massacre interethnique ». La reconnaissance et, plus encore, la simple connaissance de la spécificité irréductible du génocide des Tutsi ne saurait se diluer dans les appels hypocrites au « débat » où à l'expression de la « pluralité des points de vue. » Aucune discussion ne peut être engagée sur la réalité et la nature même des faits, sauf à commercer avec ceux pour qui « la lune est faite d'un morceau de fromage de Roquefort », comme le rappelait Pierre Vidal-Naquet.

Hélas, un constat s'impose : ces principes déontologiques au fondement de toute pratique historique sont transgressés dès lors qu'il s'agit de l'histoire du génocide des Tutsi. Au « racisme de bon aloi » dénoncé par Jean-Pierre Chrétien semble répondre aujourd'hui une forme de « négationnisme de bon aloi ». Avec une désinvolture stupéfiante, les discours falsifiant la réalité des faits trouvent des espaces d'expression

au sein d'une certaine presse, et plus grave encore, au sein de l'université. Au mépris des règles régissant notre métier, au mépris de l'expérience des survivants et des survivantes du génocide, on a pu lire récemment que « tous les génocides ne se valent pas » ou encore que « le génocide [des Tutsi] est une séquence dans un ensemble plus vaste », paraphrasant ainsi le pamphlétaire négationniste Pierre Péan. Ce dernier semble par ailleurs avoir largement inspiré la prose de la professeure d'université dans sa notice consacrée à « Turquoise », relayant de manière décomplexée, par ses références bibliographiques, la négation frontale du dernier génocide du XX^e siècle. Rappelons que cette « affaire » au sein des institutions de l'enseignement supérieur n'est pas sans précédent. En décembre 2018, l'université Lyon III décernait le titre de docteur en sciences politiques à un épigone de Pierre Péan ayant dépeint dans un ouvrage antérieur les femmes tutsi comme des prostituées à la solde du « régime de Kigali ».

Comment rendre raison de la diffusion de ce « négationnisme de bon aloi » sans que de tels propos ne soulèvent *immédiatement* les plus vives protestations ? Comment expliquer les déclarations de soutien de certaines associations professionnelles, lesquelles ne distinguèrent jamais le fond des arguments soutenus de la forme revêtue par sa dénonciation sur les réseaux sociaux ? Comment comprendre que le corporatisme l'ait, dans un premier temps, emporté sur un examen informé du texte mis en cause ? Imaginons un instant le scandale qu'aurait légitimement provoqué la découverte d'une notice sur la Shoah qui aurait renvoyé ses lecteurs à un article signé de Robert Faurisson ?

Si, depuis, l'alerte sonnée par quelques historiens et historiennes a permis de revenir sur les premières manifestations de soutien, une question essentielle demeure : comment combler les abîmes d'ignorance, ce terreau si fertile à la diffusion des discours dénaturant la réalité de cet événement majeur de notre tragique contemporain ?

Aurons-nous la faculté de répondre collectivement à l'adresse inquiète de cette rescapée, « le génocide des Tutsi est-il véritablement entré dans le temps de *notre* histoire ? ».

Hélène Dumas